



Clément DURIF  
Chargé de recherche, Asia Centre  
clement.durif@sciencespo.fr

## *République Populaire de Chine La nouvelle stratégie de « double circulation » économique : un slogan pour en remplacer un autre ?*

*Du « grand bond en avant » de Mao Zedong au « rêve chinois » de Xi Jinping, en passant par les « quatre modernisations » de Deng Xiaoping, les « trois représentations » de Jiang Zemin ou encore la « société harmonieuse » de Hu Jintao, le slogan politique a marqué les grandes orientations stratégiques de la République populaire de Chine depuis sa création. Dans une certaine mesure héritière des maximes et proverbes ancestraux, la tradition du slogan caractérise tout particulièrement l'exercice du pouvoir par le Parti communiste chinois. Du fait de sa portée idéologique, l'utilisation de cette forme rhétorique permet au régime de s'adapter aux besoins d'évolution socio-économique tout en gardant un contrôle permanent sur la pensée et la culture populaire (Xing, 1999). Le slogan, en tant qu'instrument de propagande, explicite les stratégies du gouvernement à court ou long-terme, autant sur le plan domestique qu'extérieur.*

*Alors que la rhétorique politique de Mao était empreinte d'une idéologie d'annihilation de la pensée confucianiste traditionnelle au profit d'un modèle marxiste, celle des dirigeants qui lui ont succédé a démontré une cohérence dans la volonté de construire une société ouverte et moderne. La « double circulation » économique, dernier grand slogan du gouvernement de Xi Jinping, fait aujourd'hui l'objet de spéculations intenses quant à son impact sur un système mondial fragilisé. L'annonce de cette nouvelle stratégie nous ramène à un questionnement du prisme idéologique sous-jacent : sera-t-elle une stratégie de rupture ou de continuité vis-à-vis des dernières décennies d'intégration à la mondialisation ?*



## Introduction

À l'approche de la prochaine session plénière du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), qui verra l'approbation du 14<sup>ème</sup> Plan quinquennal pour les années 2021-2025, les contours du nouveau paradigme économique de la République populaire de Chine (RPC) se dessinent peu à peu. Premièrement mentionnée lors d'une réunion du Comité permanent du Politburo en Mai 2020, le slogan de « double circulation » ou de « circulation duale » (« 双循环 »)<sup>1</sup> constituera sans aucun doute le fer de lance de la prochaine stratégie économique chinoise.

La « double circulation » a pour objectif un recentrage du modèle de développement chinois vers son propre marché, en s'appuyant plus sur la demande domestique que sur la demande étrangère. Selon le discours officiel, cette nouvelle formule établit deux types de circulation économique propre à un pays : interne et externe. Chaque circulation se définit par « deux extrémités » respectivement représentées par la production et la consommation de biens et services (Zhong, 2020). L'ambition de la Chine de faire de la « circulation interne » le principal moteur de la croissance se construit en opposition au modèle qui opérait depuis l'ouverture du pays au travers du slogan de « grande circulation internationale » prôné à l'époque (« 国际大循环 »)<sup>2</sup> (Yu, 2020). En effet, l'économie chinoise s'est longtemps basée sur l'exportation massive de produits manufacturiers vers les marchés étrangers. Dans cette disposition, le Parti met en évidence le fait que les « deux extrémités » du cycle économique domestique étaient tournées vers « l'extérieur » (« 两头在外 »)<sup>3</sup>, et par conséquent que le marché chinois était marginalisé (Zhong, 2020). Autrement dit, le modèle dans lequel la production interne de biens était destinée presque uniquement à la consommation externe doit évoluer vers une approche davantage « duale » (« 两头夹击 »)<sup>4</sup> (Ibid.). À travers la « double circulation », la RPC aspire donc à gagner en indépendance économique en trouvant des substituts au sein de ses propres production et consommation nationales.

Bien que Pékin mette l'accent sur le caractère non exclusif de cette nouvelle politique économique, dans le sens où le rééquilibrage vers le marché intérieur n'est pas incohérent avec la poursuite des échanges internationaux, l'interprétation qui en est faite par ses partenaires commerciaux semble pour le moins controversée. Après quarante ans d'intégration de la Chine à la mondialisation, la teinte unilatérale voire protectionniste du slogan de « circulation duale » alimente les inquiétudes au sein des économies développées telles que les États-Unis, l'Union Européenne, ou encore le Japon et l'Australie (Olson, 2020). Étant fortement dépendantes de leurs exportations de biens intermédiaires, ces dernières entrevoient un avenir commercial potentiellement entravé par un rétrécissement du marché chinois (Garcia Herrero, 2020). Ces préoccupations sont d'autant plus exacerbées par le contexte de marasme économique mondial dû à la crise de la Covid-19. Un repli inattendu de

---

<sup>1</sup> Pinyin : « shuang xunhuan » – Traduction : « cycle dual »

<sup>2</sup> Pinyin : « guoji da xunhuan » – Traduction : « grand cycle international ».

Expression utilisée par le chercheur chinois Wang Jian dans un article de Economic Daily en 1988 exprimant le besoin de la Chine de s'appuyer sur le marché extérieur et sur sa main d'œuvre bon marché pour développer son modèle d'exportation massive de marchandises.

<sup>3</sup> Pinyin : « liangtou zaiwai » – Traduction : « deux extrémités tournées vers l'extérieur ».

<sup>4</sup> Pinyin : « liangtou jiaji » – Traduction : « attaquer des deux côtés ».



la Chine sur elle-même pourrait effectivement altérer la relance post épidémique de ses partenaires.

Toutefois, le regard critique présentant la « double circulation » comme un revirement unilatéral et inédit semble manquer de justesse. On observe tout d'abord chez les pays développés une tendance à la souveraineté économique en cette période d'après Covid-19. Les discours appelant à la relocalisation des productions ou incitant au découplage des chaînes de valeurs mondiales se multiplient au sein de ces nations. La « circulation duale » ne paraît donc pas déroger à cette dynamique. Par ailleurs, l'aspect radical attribué à ce changement de paradigme de croissance relève également d'une lecture partielle, voire biaisée. En effet, l'évolution du modèle de croissance chinois au cours des deux dernières décennies indiquait déjà un rééquilibrage économique de la part du PCC. L'ambition de Pékin de se restructurer autour de son marché domestique est donc antérieure à la « double circulation ».

Le présent article a pour but d'étudier par l'apport de données quantitatives les facteurs politico-économiques qui ont mené la Chine à introduire le slogan de « double circulation ». Dans un premier temps, nous verrons dans quelle mesure les chocs extérieurs de la guerre commerciale sino-américaine et de l'épidémie de Covid-19 ont constitué un moment économique souverainiste, propice au lancement de la nouvelle formule de la RPC. En abordant, dans un second temps, un prisme d'analyse davantage sino-centré, nous nous demanderons si la « circulation duale » s'inscrit dans la continuité ou en rupture de la stratégie chinoise contemporaine. Enfin, l'appréhension plus fine de ce slogan nous permettra de proposer une estimation de son impact sur les économies partenaires de la Chine.



## I. Un moment économique souverainiste issu de la guerre commerciale sino-américaine et de la pandémie de Covid-19

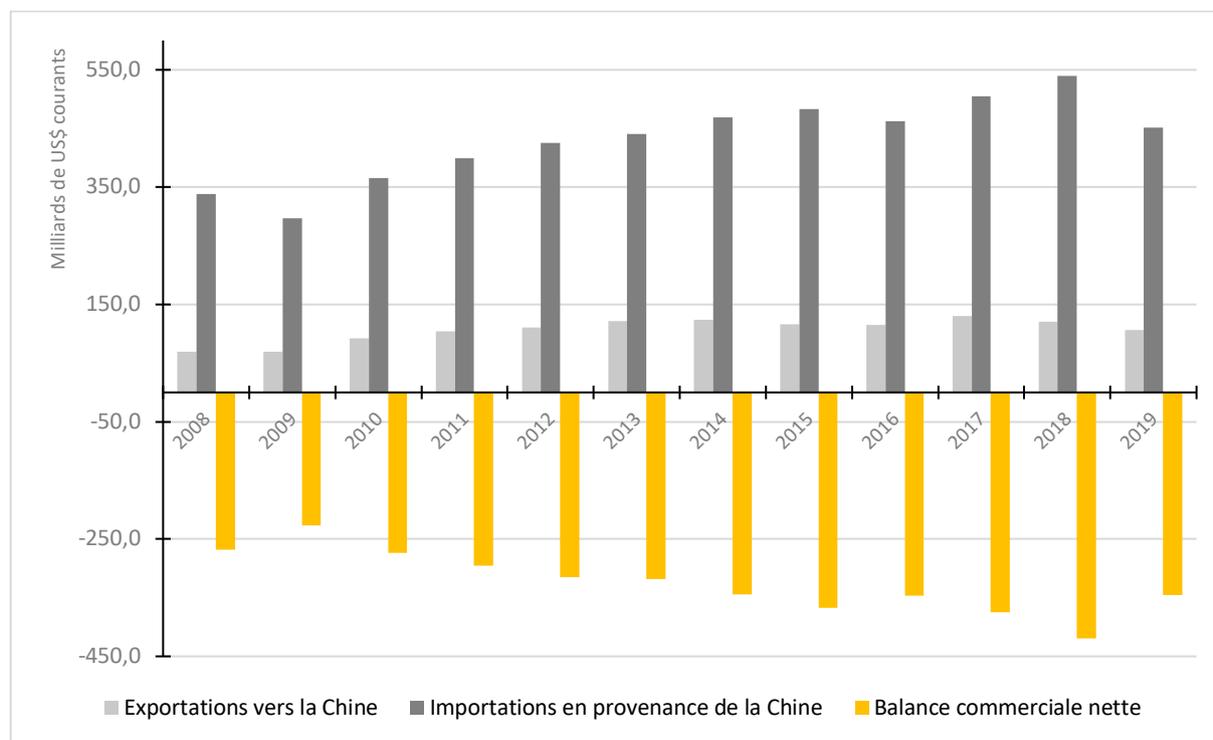
De prime abord, la « double circulation » survient à un instant singulier de l'ordre économique mondial. Les répercussions successives de la guerre commerciale sino-américaine et de l'épidémie de Covid-19 ont poussé les pays développés à faire un pas en retrait de la mondialisation. Constituant de fait une tendance souverainiste, les ambitions d'indépendance économique des nations ont peu à peu éloigné la Chine du cœur des échanges multilatéraux. Pékin, se retrouvant progressivement isolé sur la scène mondiale, paraît donc à son tour fortement incitée à emprunter cette voie de souveraineté économique.

### *Les conséquences économiques de la résurgence protectionniste*

L'affrontement commercial amorcé en 2018 entre la RPC et les États-Unis a signé le retour des pratiques protectionnistes néfastes pour l'économie internationale.

À contre-courant de la mondialisation, la mise en place de barrières douanières par Donald Trump et Xi Jinping a joué un rôle prépondérant dans la réduction globale des échanges commerciaux. En 2019, le volume mondial du commerce de marchandises a régressé pour la première fois depuis la crise financière de 2008. Ayant déjà ralenti entre 2017 et 2018 en passant de 4,6% à 3%, son taux de croissance a été négatif en 2019 avec -0,1% (OMC, 2019, 2020a). D'un point de vue bilatéral, la valeur nominale des échanges totaux entre la Chine et les États-Unis a enregistré une chute plus importante de 15%, descendant à l'équivalent de 558 milliards de dollars en 2019 contre 659 milliards en 2018 (*graphique 1*).

**Graphique 1. Échanges de biens des États-Unis avec la Chine (en US\$ courants)**



Source : United States Census Bureau - <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c5700.html>



On note que cette baisse a été davantage tirée par la réduction des exportations chinoises aux États-Unis que par l'inverse.

Néanmoins, si le mécanisme de représailles tarifaires a contribué à un ralentissement du commerce de marchandises, les évaluations de son impact sur la croissance respective des deux pays divergent. La multitude de scénarios étudiés ainsi que l'arrivée du coronavirus ont rendu difficile l'isolement précis des variations attribuables au conflit douanier. Dans le cas où les taxes s'élevaient à 25%, les analyses pré-accord commercial de « phase 1 »<sup>5</sup> anticipaient pour la Chine une réduction du taux de croissance du PIB en 2019 de 0,5% selon Bloomberg (Holland et Sam, 2019), de 0,7% pour l'OCDE (Larisa et al., 2020), ou de 1% (Chong et Li, 2019) à 1,12% (Lau, 2019) selon d'autres universitaires. Pour les États-Unis, les estimations fluctuaient entre 0,2% pour Bloomberg (Holland et Sam, 2019) et 1% pour la Réserve fédérale américaine (Caldara et al., 2020). La conséquence directe sur le PIB mondial variait quant à elle de 0,2% (Holland et Sam, 2019) à 0,5% (Larisa et al., 2020). Une étude plus récente de l'OMC revoit même ces chiffres à la baisse pour l'année 2020. Intervenant après la signature de l'accord de « phase 1 », elle établit que le taux réel moyen des tarifs mis en place dans les deux pays s'est situé autour de 17% (Bekkers et Shroeter, 2020). Elle estime de plus que les économies chinoise américaine et mondiale, dans le scénario où Washington et Pékin respecteraient les conditions fixées par l'accord, devraient respectivement connaître un ralentissement de la croissance de 0,3%, 0,1% et 0,1% (Ibid.). Les simulations effectuées aussi bien par les chercheurs que par les institutions économiques s'accordent donc sur un effet négatif mais limité sur la croissance du PIB.

Si les conséquences de la résurgence protectionniste paraissent relativement maîtrisables (Chong et Li, 2019), elles attestent tout de même d'une fermeture économique des deux premières puissances mondiales.

#### *La réduction de l'interdépendance sino-américaine*

Par ailleurs, l'escalade tarifaire a surtout provoqué une réduction de l'interdépendance économique entre les États-Unis et la Chine.

On observe tout d'abord que le déficit extérieur américain envers son partenaire chinois a diminué en comparaison au début du conflit. Partant d'une valeur de 418 milliards de dollars en 2018, le gouffre commercial des États-Unis avec la Chine se contracte de 17,5% pour atteindre 345 milliards fin 2019 (*graphique 1*). Bien que cette dernière statistique doive être interprétée avec précaution au regard des 8,5% présentés par l'Administration chinoise des douanes (Lacroix, 2020), il semble que la pression exercée par Donald Trump pour moins reposer sur les exportations de la RPC ait porté ses fruits. En revanche, le fait que les balances commerciales totales des deux rivaux soient restées relativement inchangées sur la même période implique nécessairement une nouvelle distribution des flux mondiaux de marchandises. Premier client mais seulement quatrième fournisseur de la Chine (OMC 2020b, 2020c), les États-Unis ont fortement augmenté leurs échanges avec le Mexique, l'Union

---

<sup>5</sup> L'accord commercial de « phase 1 », signé le 15 janvier 2020 par le Président Trump et le Vice-Premier ministre Liu He, a marqué une détente dans le conflit commercial sino-américain en levant certaines taxes sur les produits chinois aux États-Unis ainsi qu'en engageant la RPC à importer plus de produits américains et à respecter davantage les principes de propriété intellectuelle (Reuters, 2020a).

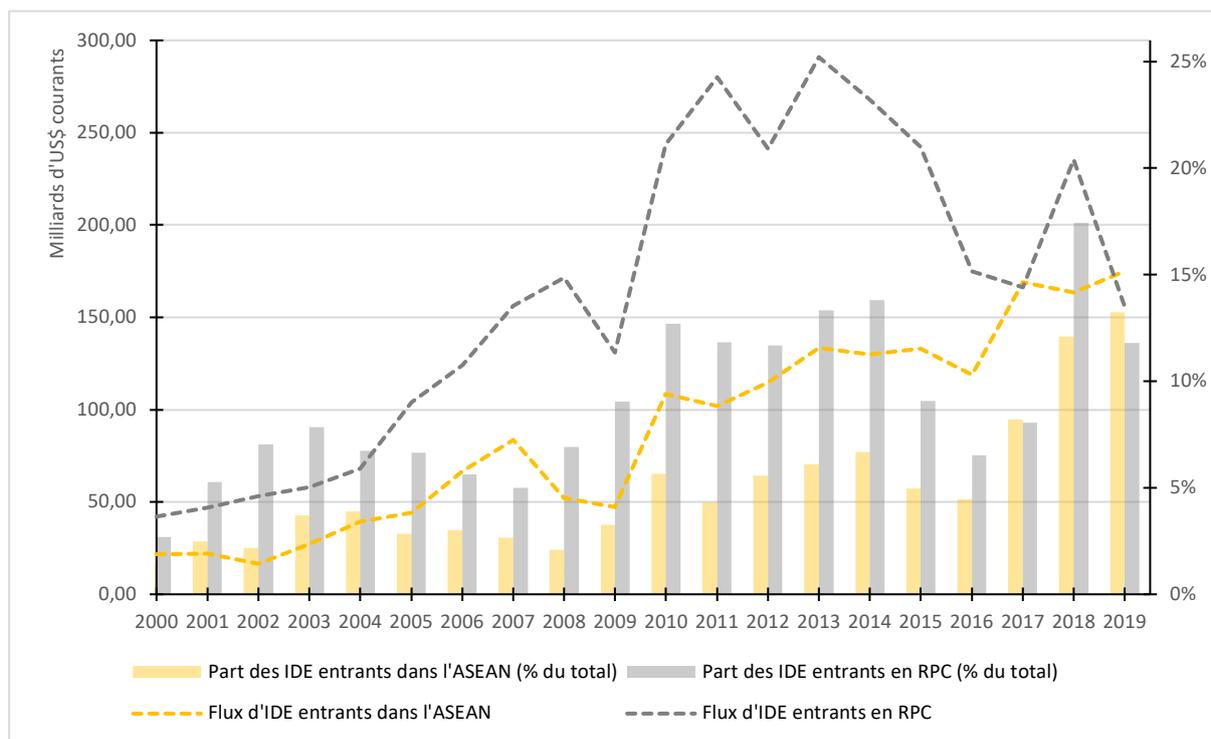


européenne, Taiwan ou encore le Vietnam pour compenser le déséquilibre engendré par le litige commercial (Bekkers et Shroeter, 2020). Du côté chinois, ce sont l’Australie, la Nouvelle-Zélande, les pays d’Asie du Sud-Est et d’Amérique Latine qui ont le plus bénéficié de ce processus de redistribution (Ibid).

En outre, cette diversification des sources d’approvisionnement s’est effectuée de pair avec un réagencement des chaînes de valeur mondiales. S’avérant aussi couteuse que longue, la volonté initiale de relocaliser les industries sur le sol américain s’est en réalité traduite par un appel au découplage des cycles de production chinois. À titre d’exemple, l’étude des flux d’investissements directs à l’étranger (IDE) indique un glissement des chaînes de valeur vers l’Asie du Sud-Est. En 2019, les États-Unis ont investi 24,5 milliards de dollars dans l’ASEAN et un peu moins de 15 milliards en Chine. Représentant respectivement des parts de 12% et 8% du volume total des IDE américains sortants sur cette année, l’ASEAN a été un récipient de capitaux plus important que la Chine. De plus, comparées à la période 2010-2018 durant laquelle les IDE américains allant en direction de l’ASEAN et de la Chine pesaient en moyenne pour 4,9% et 4,1% du total émis, les valeurs nettement plus élevées enregistrées en 2019 démontrent que l’attractivité de l’ASEAN a augmenté plus rapidement que celle de la RPC. Cet intérêt croissant pour l’Asie du Sud-Est peut également se vérifier d’un point de vue global. La part des IDE mondiaux entrants dans la région chaque année, étant passée de 8% en 2017 à 12% en 2018, a atteint 13% en 2019 (graphique 2). Pour la première fois, elle dépasse la part des IDE entrants en Chine tombée à 12% en 2019.

Plus qu’une fin en soit, les barrières protectionnistes utilisées par le Président Trump consistent donc en un moyen d’assouvir ses aspirations de souveraineté économique. Les motivations de rééquilibrage des échanges bilatéraux et de rapatriement des productions

**Graphique 2. Flux d’IDE annuels entrants dans l’ASEAN (en US\$ courants et % du total)**



Source : World Bank Open Data - [https://data.worldbank.org/?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://data.worldbank.org/?most_recent_value_desc=true)  
 ASEAN Stats Data Portal - <https://data.aseanstats.org/>



manufacturières ont en effet amorcé une diversification des partenaires commerciaux et une dynamique de réorganisation des chaînes de valeur mondiales. La dépendance économique des États-Unis envers la RPC s'en est par conséquent retrouvée réduite.

### *L'exacerbation de l'antagonisme systémique*

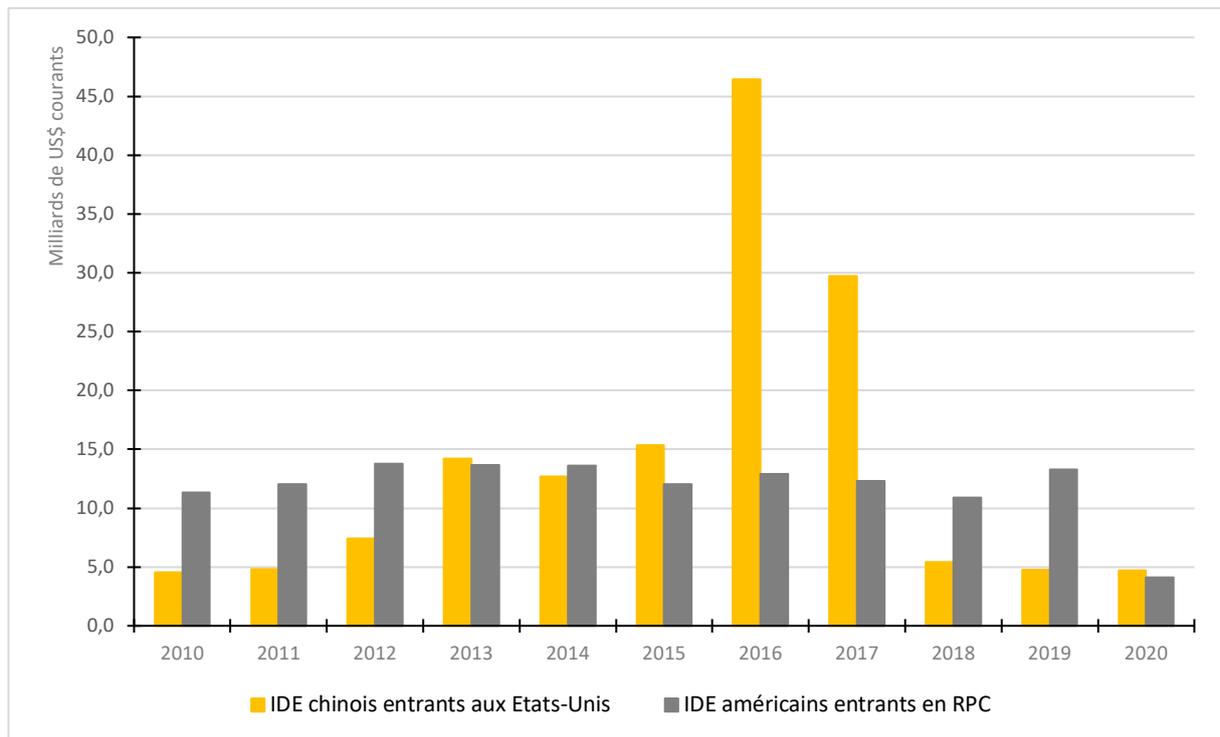
Au-delà des impacts purement macroéconomiques, c'est sans doute dans la montée de l'antagonisme systémique entre les deux pays que réside la conséquence la plus significative de la guerre commerciale. Cette dernière a effectivement attisé les tensions portant sur les pratiques économiques chinoises employées aussi bien au niveau domestique que mondial.

Sur le plan intérieur, la dénonciation par la Maison-Blanche de la concurrence déloyale de la Chine intervient en réaction à la longue période durant laquelle elle a pu se développer sans se soumettre aux règles du jeu international. L'accession du géant asiatique à l'OMC en 2001, impliquant l'abaissement des droits de douanes et l'introduction des principes de libre-échange, laissait espérer une évolution politique du régime vers un État de droit (Guillou, 2018). Presque vingt ans plus tard, force est de constater que la Chine a profité de l'ouverture des marchés sans toutefois sortir d'un modèle de gouvernance autoritaire et d'un système économique dirigé. En 2020, les subventions d'État massivement accordées aux entreprises locales, le contrôle du taux de change du Yuan, ou plus généralement l'opacité juridique et administrative du marché, continuent d'entraver l'implémentation d'une véritable économie de marché sur le territoire chinois (Berthoumieux et al., 2018). Érigeant de fait des barrières protectionnistes non-tarifaires pour les pays étrangers, l'interventionnisme du PCC au sein des affaires ne semble donc pas avoir été restreint par l'intégration à la mondialisation.

Outre l'objectif de contraindre Pékin à respecter davantage le cadre légal international, la pression exercée par l'administration Trump a également été un moyen de contenir l'ascension chinoise sur le plan extérieur (Kwan, 2019). L'exacerbation récente de la guerre commerciale en une guerre technologique témoigne par exemple de la volonté des États-Unis de contrecarrer les velléités hégémoniques chinoises. Dans le prolongement des accusations à l'encontre de la Chine ciblant l'espionnage industriel, le transfert de technologie forcé ou la violation de la propriété intellectuelle, le Président Trump a adopté en mai 2019 deux mesures consécutives de sécurité nationale. La première a établi une liste noire des entreprises chinoises pour lesquelles une licence d'exportation spécifique devait être soumise obligatoirement à une validation préalable du gouvernement (Ibid.). La seconde a interdit aux entreprises américaines du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) toute transaction avec les entreprises étrangères susceptibles de porter atteinte à la sécurité du pays (Ibid.). Dans les faits, l'application la plus probante de ces deux décrets concerne évidemment les fleurons chinois de la télécommunication Huawei et ZTE qui ont été progressivement forcés d'abandonner la vente de leurs équipements aux États-Unis. Plus récemment, les applications mobiles TikTok et WeChat, accusées d'exploitation malveillante des données d'utilisateurs, ont quant à elles fait l'objet d'une interdiction d'utilisation sur le sol américain. Le durcissement envers ces entreprises de la tech s'est de surcroît accompagné d'un contrôle accru des autorités américaines sur les capitaux en provenance de la RPC (Ibid.). Ayant culminé à 46,5 milliards de dollars en 2016, l'investissement chinois aux États-Unis, outil



**Graphique 3. Flux d'IDE annuels entre la RPC et les États-Unis (en US\$ courants)**



Source : US-China Investment Hub - <https://www.us-china-investment.org/fdi-data>

d'acquisition des technologies de pointe étrangères, a plongé à une valeur de moins de 5 milliards en 2019 (graphique 3).

Que cela soit sur le plan domestique ou international, les pratiques déloyales utilisées par la Chine ont constitué le terreau des tensions avec les États-Unis. L'accroissement récent de l'hostilité entre les deux rivaux a de ce fait accentué le processus de repli économique souverainiste. A quelques mois de l'épidémie de coronavirus, il apparaît de plus que ces positions antichinoises se soient diffusées au sein d'autres pays. L'expression de « rival systémique » employée par l'Union Européenne (UE) pour qualifier l'Empire du Milieu peut attester d'une certaine prise de conscience de l'antagonisme du modèle chinois (Kauffmann, 2019).

#### *La pandémie de Covid-19 : aboutissement d'un moment économique souverainiste*

En dernier lieu, la pandémie de Covid-19 semble avoir marqué d'une manière plus globale l'émergence d'un moment économique souverainiste.

L'interruption générale des cycles de production, des échanges commerciaux et de la consommation, due à la propagation du virus, a mis la quasi-totalité des pays de la planète en récession. Les dernières prévisions de l'OCDE anticipent pour l'année 2020 un taux de croissance du PIB mondial chutant à -4,5% (OCDE, 2020). Au cas par cas, les projections enregistrées donnent -3,8% pour les États-Unis, -7,9% pour la Zone Euro, -10,1% pour le Royaume-Uni, -5,8% pour le Japon, ou encore -10,2% pour l'Inde (tableau 1).



**Tableau 1. Projections de la croissance du PIB réel en 2020 (en %)**

	2019	2020		2019	2020
Monde	+2,6%	-4,5%	Chine	+6,1%	+1,8%
Zone Euro	+1,3%	-7,9%	Japon	+0,7%	-5,8%
Allemagne	+0,6%	-5,4%	Corée du Sud	+2,0%	-1,0%
France	+1,5%	-9,5%	Inde	+4,2%	-10,2%
Royaume-Uni	+1,5%	-10,1%	Indonésie	+5,0%	-3,3%
États-Unis	+2,2%	-3,8%	Australie	+1,8%	-4,1%
Canada	+1,7%	-4,1%	Arabie Saoudite	+0,4%	-6,8%
Mexique	-0,3%	-10,2%	Afrique du Sud	+0,1%	-11,5%

Source : OCDE

Cristallisant une interdépendance excessive du système mondial, les répercussions dramatiques de la crise épidémique ont en effet poussé les nations à s’orienter vers une relance basée davantage sur la souveraineté économique. Dans les faits, cette tendance s’est manifestée par un retrait du processus de mondialisation mais aussi, à l’image des États-Unis, par un désengagement économique vis-à-vis de la Chine. Au Japon, le gouvernement a inclus dans sa relance un plan de relocalisation vers son propre territoire et vers l’Asie du Sud-Est de 87 entreprises japonaises actuellement implantées en Chine (Nikkei, 2020). Du côté coréen, le géant du numérique Samsung a poursuivi le déplacement de ses lignes de production chinoises vers le Vietnam, en relocalisant à présent sa fabrication d’ordinateurs après avoir arrêté l’assemblage de ses smartphones un an auparavant (Rousseau, 2020). Lancée par l’Australie, l’Inde et le Japon, la *Resilient Supply Chain Initiative* a établi plus largement une alliance géoéconomique de restructuration des chaînes de valeur des pays de la région Indopacifique<sup>6</sup> hors de la RPC (Palit, 2020). En Occident, le Canada a récemment renoncé à la signature d’un accord de libre-échange avec Pékin, déclarant quatre ans après le début des négociations que « la Chine de 2020 n’est pas la Chine de 2016 » (Le Figaro, 2020). Au niveau de l’UE, les objectifs de réduction de la dépendance sur les importations de produits pharmaceutiques chinois ou encore les volontés d’augmentation de la « souveraineté technologique » se sont vus renforcés par la mise en application effective du règlement sur le filtrage des IDE entrants dans la région (Commission Européenne, 2019, 2020a, 2020b). À l’heure où la Chine sortirait comme seul pays du monde à croissance positive (1,8%) en 2020 (OCDE, 2020), la multiplication des discours réclamant au sein des grandes puissances davantage d’autonomie industrielle et de résilience commerciale semble donc graduellement détériorer la place centrale qu’occupe le géant asiatique dans le système économique mondial.

On observe une tendance similaire de rejet de la RPC sur le plan politique. L’hostilité antichinoise a atteint en effet son paroxysme durant la pandémie de Covid-19. La déclaration tardive de l’épidémie, le manque de transparence autour des origines du virus, et ensuite la communication agressive vantant l’efficacité du régime dans la gestion de la crise sont venus s’ajouter à la longue liste des agissements polémiques de Pékin : répression des populations

<sup>6</sup> Région incluant l’ASEAN.



ouighours au Xinjiang, regain de pouvoir autoritaire sur Hong Kong, disputes territoriales en Mer de Chine méridionale, pratiques économiques déloyales (évoquées plus haut), etc. Venue donc empirer des tensions déjà vives au sein des pays développés, l'épidémie de coronavirus a d'autant plus isolé la Chine sur la scène diplomatique mondiale.

Au bout du compte, la crise sanitaire a eu pour résultat un décuplement des mesures de relocalisation, de diversification et de découplage mais aussi une aggravation du climat politique international. Au-delà de son impact significatif sur l'image de la Chine, elle semble donc avoir parachevé la constitution d'un moment économique souverainiste, enclenchée plutôt lors de la guerre commerciale sino-américaine.



## II. La continuité stratégique de la RPC

A première vue, le slogan de « double circulation » lancé par Xi Jinping en 2020 semble prendre part à ce regain de souveraineté économique. L'ambition de recentrage de la RPC sur des leviers de croissance domestiques s'apparente en effet aux politiques implémentées dans les autres pays. Pourtant, la causalité directe entre les chocs économiques extraordinaires survenus récemment et l'annonce de cette nouvelle formule peut être remise en question. L'évolution du modèle de développement chinois au cours des deux dernières décennies suggère plutôt que la « circulation duale » s'inscrit dans la continuité de la stratégie économique de la Chine et qu'elle ne relève donc pas d'une réponse de court-terme.

### *Le rééquilibrage de la période Hu Jintao*

La volonté d'une restructuration des facteurs de croissance a déjà été exprimée durant le mandat du Président Hu Jintao dans sa politique économique de rééquilibrage. Dès décembre 2004, lors de la Conférence de travail centrale sur l'économie, le Premier ministre Wen Jiabao et les autorités du PCC s'accordaient sur le besoin d'une transition du modèle chinois, jusqu'à présent basé sur les exportations et l'investissement, vers un développement plus important de la consommation intérieure (Lardy, 2007).

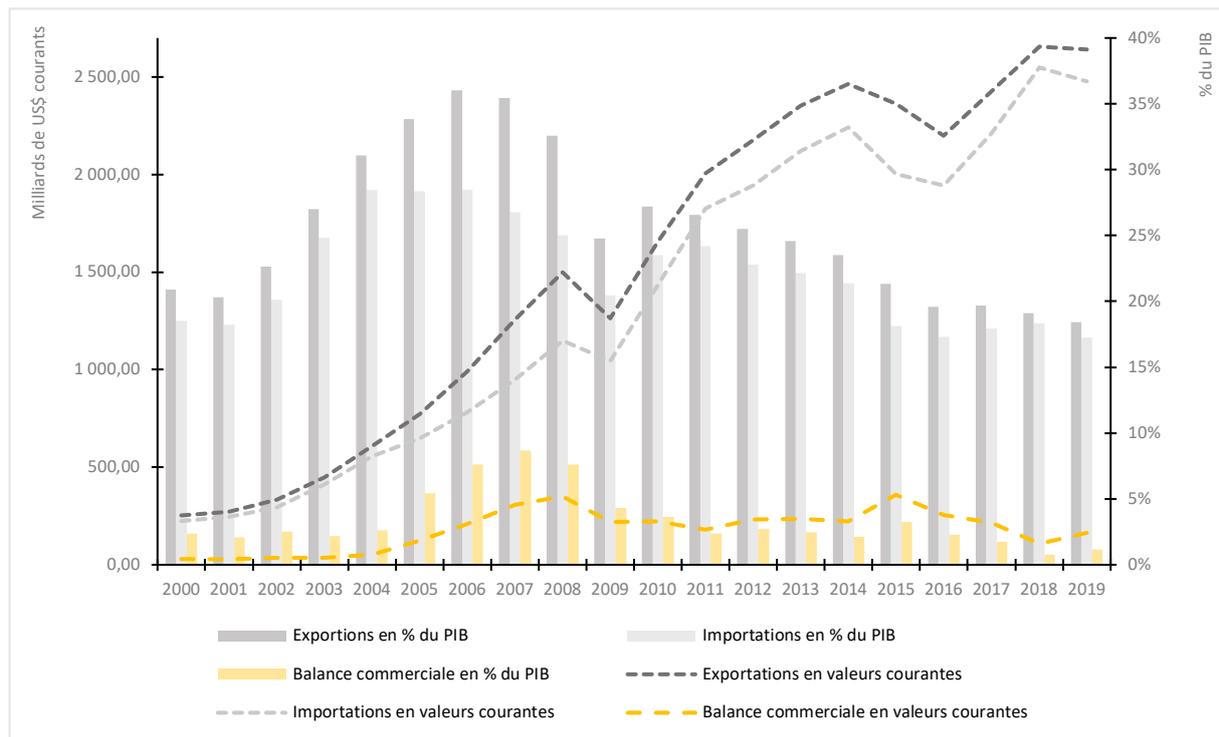
L'excédent commercial formé depuis l'ouverture du pays et la hausse de facto du niveau d'épargne avaient permis une forte augmentation de l'investissement domestique (Ibid.). Partant de 33,6% du PIB en l'an 2000, la part de la formation brute de capital a atteint 41,8% en 2004 (*graphique 6*). Cependant, cette hausse de l'investissement s'est révélée excessive étant donné la tendance déclinante aussi bien de la productivité du capital que de la productivité globale des facteurs <sup>7</sup> (Delozier et Rebillard, 2010). Formulé autrement, l'augmentation des volumes d'investissement ne s'est pas accompagnée d'une amélioration conséquente du progrès technique<sup>8</sup> et donc du rendement des entreprises. Cela s'est traduit dans le cas de la RPC par une sous-utilisation du capital accumulé et par une répartition déséquilibrée des investissements entre les secteurs économiques, entraînant par exemple des surcapacités industrielles au détriment d'une croissance des services (Ibid.). D'un point de vue social, cette redistribution peu viable des capitaux a également engendré une aggravation des inégalités de revenus, notamment entre les régions côtières et rurales (Lardy, 2007). L'objectif de la réorientation du modèle chinois était donc premièrement de corriger les déséquilibres externes en réduisant l'excédent commercial, et deuxièmement de diminuer les déséquilibres internes d'investissements en les allouant d'une manière plus efficace. Couplé à des politiques publiques incitatives plus nombreuses, ce rééquilibrage engendrerait donc une appréciation de la part de la consommation intérieure dans la production de richesses.

<sup>7</sup> La productivité globale des facteurs (A) est l'accroissement relatif de richesse (Y) qui n'est pas issu de l'accroissement de l'utilisation des facteurs capital (K) et travail (L). Il se modélise comme suit :  $Y = A \cdot K^\alpha \cdot L^{1-\alpha}$ . Le modèle de Solow découlant de cette fonction établit que la croissance d'une économie sur le long-terme sera donc plus tirée par la productivité globale des facteurs, aussi appelé progrès technique (résidu de Solow), que par l'augmentation des facteurs de production donnant des rendements décroissants.

<sup>8</sup> Le progrès technique englobe les améliorations de structuration et d'organisation de la production



**Graphique 4. Échanges de biens et services de la Chine avec le monde (en US\$ courants et en % du PIB)**



Source : World Bank Open Data - [https://data.worldbank.org/?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://data.worldbank.org/?most_recent_value_desc=true)

À posteriori, on constate que la crise des subprimes de 2008 a ébranlé l’amorçage de ce changement de paradigme. Si la part des investissements dans le PIB s’est stabilisée à une valeur de 42,3% jusqu’en 2007, elle a de nouveau augmenté de quatre points après la crise financière pour atteindre 46,6% en 2010, principalement en raison du plan de relance budgétaire (*graphique 6*). À l’inverse, la part de l’excédent commercial, qui avait triplé de volume sur la période pré-crise financière pour arriver à un pic de 8,7% du PIB, a commencé à décroître fortement après 2008 en chutant à 2,7% en 2012 (*voir graphique 4*). À ce propos, la réévaluation spectaculaire du yuan de plus de 28% en dix ans<sup>9</sup> (Trading Economics, 2020), menant à un meilleur pouvoir d’achat, et l’introduction de nouvelles mesures fiscales et sociales, incitant à réduire l’épargne (Delozier et Rebillard, 2010), sont allées dans le sens d’un recentrage sur la consommation interne.

Si l’on peut donc observer des changements de tendance dans le surplus commercial ou le léger regain de la consommation, les déséquilibres d’investissement ont été en revanche encore plus prégnants après la crise et la relance budgétaire. Bien que les résultats de court-terme soient mitigés, le nouveau modèle économique prôné par Hu Jintao via la politique de rééquilibrage nous renvoie inévitablement à la « double circulation ».

#### *La montée en gamme de la période Xi Jinping*

Suite à l’arrivée de Xi Jinping à la tête de la RPC, la réforme économique s’est perpétuée au travers d’une stratégie de montée en qualité de la croissance chinoise.

<sup>9</sup> Sur la période 2003 – 2012, le taux de change entre le dollar et le yuan est passé de 1 pour 8,25 à 1 pour 6,4



Le 13<sup>ème</sup> Plan quinquennal, portant sur les années 2016-2020, fixait l'objectif triple d'une transition vers un modèle de développement plus efficace, plus innovant et plus inclusif (Renard, 2018). Dans le prolongement du rééquilibrage interne entamé pendant l'ère Hu Jintao, l'administration Xi a tout d'abord intensifié les efforts pour rendre l'offre chinoise plus performante. La *supply-side structural reform*<sup>10</sup> (SSSR) initiée en 2015 a par exemple mis en place une nouvelle série de mesures visant l'amélioration de la productivité des entreprises. L'implémentation de la SSSR a poursuivi la diminution des surcapacités industrielles, mais a aussi engagé la réduction de la dette accumulée après la crise financière et allégé la fiscalité ainsi que les démarches administratives pour le secteur des affaires (Boulter, 2018). De plus, cette réforme structurelle a aussi coïncidé avec l'ambition d'une montée en gamme de l'offre chinoise. Le plan *Made in China 2025* (MIC 2025) a explicité la volonté du Président Xi de faire de la Chine un des leaders mondiaux des secteurs industriels de pointe. Dévoilée également en 2015, cette stratégie a ciblé spécifiquement les industries d'avenir à forte valeur ajoutée au sein desquelles la RPC avait le plus de retard comparé aux pays développés : TIC, robotique, énergies et véhicules propres, aéronautique, médecine, etc. (Allard, 2020). Le lancement du MIC 2025 a par conséquent provoqué un appel d'air sans précédent pour l'innovation. En comparaison à l'an 2000 et en l'espace d'un peu plus de quinze ans, les budgets de recherche et développement (R&D) ont été multipliés par un facteur 13 et le nombre de chercheurs a plus que doublé (Ibid.). En un temps encore plus court, le nombre de dépôts de brevet scientifique a quant à lui augmenté de 700% entre 2007 et 2017 (Ibid.). Enfin, s'ajoutant à ces réformes de rationalisation économique et d'innovation, l'inclusion plus forte des citoyens est venue compléter l'objectif global d'un modèle de croissance plus qualitatif. Le niveau de consommation encore particulièrement bas de la population chinoise relevait toujours des « domaines de faiblesse » de l'économie chinoise (Boulter, 2018). Afin de pallier ce besoin d'une consommation plus forte, les autorités se sont donc engagées à améliorer la protection sociale, à combattre l'extrême pauvreté et les inégalités ou encore à développer plus intensément le secteur des services (Renard, 2018).

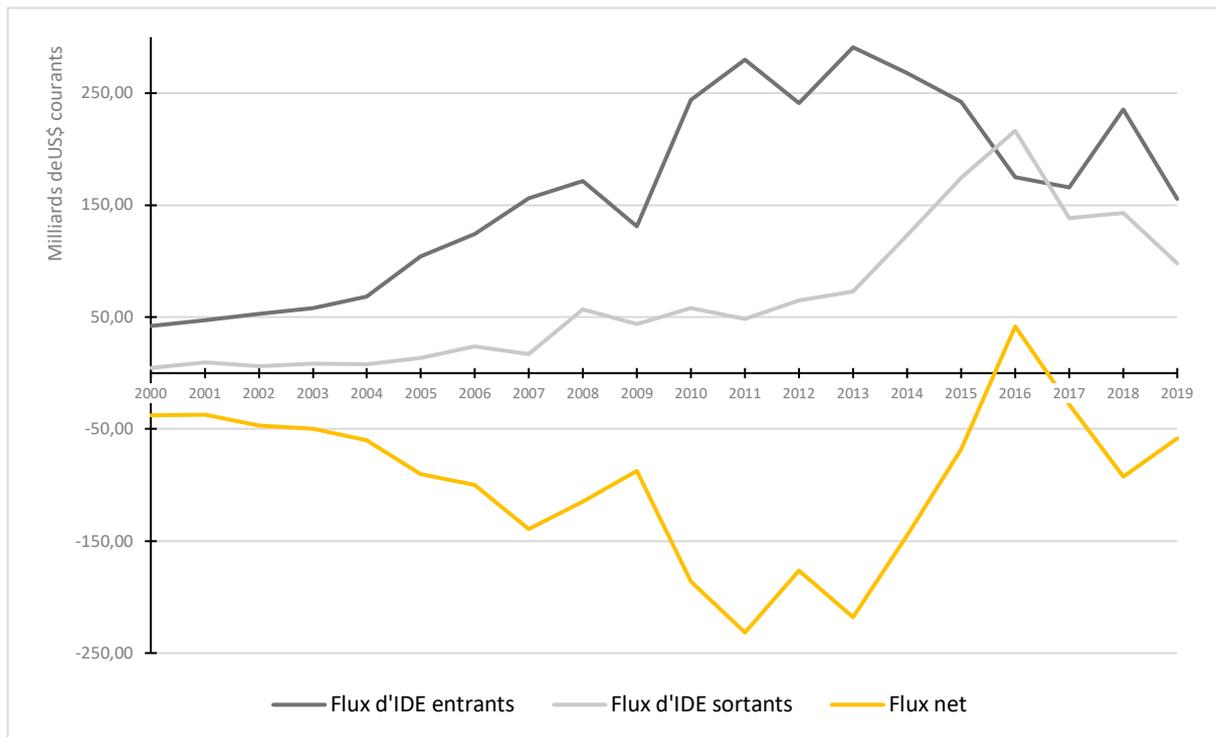
On constate en outre que cette montée en qualité du modèle chinois n'aurait sans doute pas été possible sans les conditions favorables mises en place au préalable par la stratégie d'expansion internationale des premières années du mandat de Xi Jinping. Le lancement de la *Belt and Road Initiative* (BRI) en 2013, programme phare de développement d'infrastructures et de coopération économique transrégional, a constitué avant toute chose une solution de sécurisation de la croissance chinoise alors en décélération depuis le début des années 2010 (OCDE, 2018). L'amélioration de la connectivité et de l'ouverture des pays partenaires a en effet fourni à la Chine une multitude de débouchés commerciaux et financiers évitant à son économie de régresser trop durement. Cette réactualisation contemporaine des routes de la soie a aussi permis à Xi Jinping de continuer la rectification des déséquilibres internes qui s'étaient accentués après la crise de 2008. Les nombreux projets d'infrastructures routières, maritimes ou énergétiques ont offert des opportunités supplémentaires de résorber les sous-utilisations des capacités de production dans certains secteurs comme l'acier, le ciment et la construction navale (Hong, 2018). Le déplacement de lignes de production et la réorientation de capitaux vers l'intérieur des terres ou hors des frontières de la Chine a donc atténué le caractère excessif et déséquilibré des investissements domestiques. Plus important encore, la BRI a contribué à la montée en compétence industrielle de la Chine grâce à son effet d'accélération des investissements à l'étranger (Du et Zhang, 2018). Entre

---

<sup>10</sup> Traduction : « Réforme de la structure de l'offre »



**Graphique 5. Flux d'IDE entrants et sortants - Chine (en US\$ courants)**



Source : World Bank Open Data - [https://data.worldbank.org/?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://data.worldbank.org/?most_recent_value_desc=true)

2013 et 2016, les IDE chinois ont été multipliés par trois en passant de 73 milliards de dollars à 216 milliards (*graphique 5*). La position extérieure chinoise nette en IDE a été pour la première fois positive cette année-là. Attestant d'un intérêt croissant de la RPC pour les industries de pointe, la composition de ces investissements révèle que les énergies, les technologies et les transports<sup>11</sup> ont été les premiers secteurs ciblés après le lancement de la BRI (OCDE, 2018). L'accroissement des transferts de technologie, issu de cette ascension fulgurante des IDE sortants mais aussi d'un maintien d'un niveau élevé des IDE entrants, a impacté positivement la productivité totale des facteurs et a soutenu la montée en gamme de l'économie chinoise (Allard, 2020).

### *L'inévitabilité d'un recentrage sur le marché intérieur*

La politique de rééquilibrage de Hu Jintao et la stratégie de montée en gamme de Xi Jinping ont donc amené la Chine à transformer profondément la nature de ses facteurs de croissance. D'une part parce que la demande s'est davantage orientée vers la consommation intérieure, et d'autre part parce que l'offre s'est de plus en plus développée du côté des services, l'évolution du modèle économique chinois au cours des deux dernières décennies a conduit la RPC vers un recentrage inévitable sur son marché interne.

La tendance à la hausse de la consommation domestique a principalement découlé d'une augmentation des revenus de la population chinoise s'expliquant par deux facteurs : l'un économique, l'autre démographique. Premièrement, l'accroissement continu des richesses et de la productivité a impacté positivement les revenus des citoyens de la RPC. La

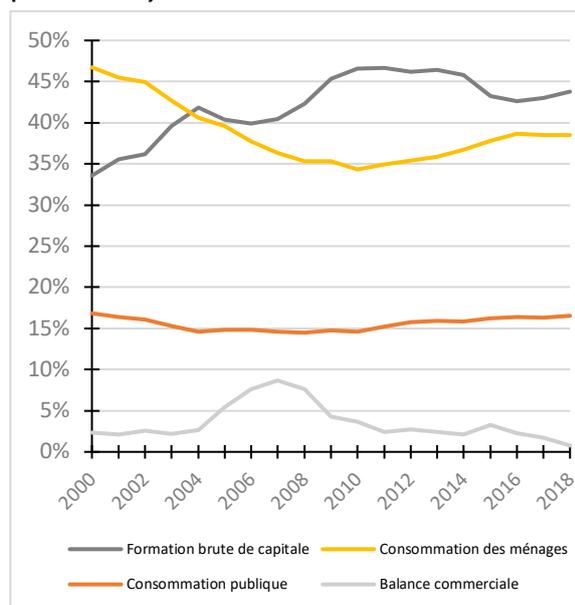
<sup>11</sup> Transports incluant les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, du ferroviaire, et du fret.



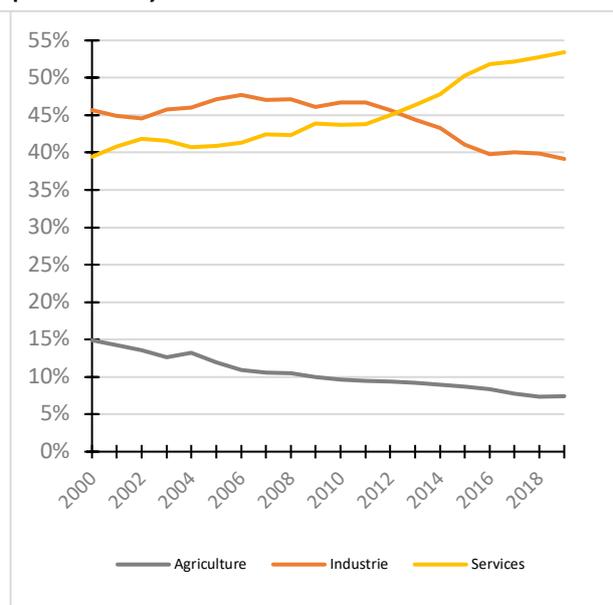
valeur réelle des salaires a par exemple plus que triplé sur la période 2007-2018, progressant par conséquent à taux annuel moyen s'élevant à 25% sur plus de douze ans (Peltier, 2019). Deuxièmement, l'évolution démographique du pays, fortement marquée par la politique de l'enfant unique des années 1980, a eu pour résultat une baisse de la croissance de la population active (Ibid.). S'ajoutant à la fin des migrations des régions rurales vers les régions urbaines, cette réduction du nombre de personnes en âge de travailler a aussi contribué à la hausse des salaires (Ibid.). Le fait que l'offre de facteur travail est devenue inférieure à la demande a marqué la fin du surplus de main d'œuvre et a donc engendré une augmentation des rémunérations (Renard, 2018). Issu en somme de la croissance économique extraordinaire et du vieillissement de la population, l'accroissement des revenus disponibles des citoyens chinois a débouché sur une baisse de l'épargne au profit de la consommation. D'un point de vue statistique, l'approche du PIB par la demande, indiquant la manière dont les richesses créées sont utilisées dans l'économie, démontre en effet que la consommation intérieure est devenue le premier moteur du développement chinois (*graphique 6*). Tandis que la part de la consommation des ménages dans le PIB avait continuellement diminué entre 2000 et 2010 en passant de 46,7% à 34,3%, elle est ensuite remontée doucement à un niveau de 39% en 2018. La part de la consommation des administrations publiques a elle aussi augmenté en s'établissant à 17% en 2018 contre 15% en 2010. S'appréciant respectivement à un rythme annuel relativement lent d'en moyenne 1,6% et 1,5%, les parts de la consommation privée et publique n'en sont pas moins restées les seules en progression. Signe que les vieux vecteurs de la croissance chinoise fatiguent, la formation brute de capital ainsi que la balance extérieure de biens et services ont perdu trois points sur la même durée. La consommation agrégée des ménages et de l'administration a donc représenté au total 55% du PIB en 2018 se plaçant devant les 44% venant de l'investissement et les 1% issus des exportations nettes.

Par ailleurs, la tertiarisation de l'économie chinoise de ces dernières années a été issue non seulement des gains de productivité industrielle mais aussi du besoin plus fort de

**Graphique 6.**  
**Composition du PIB de la Chine par la demande**  
**(en % du PIB)**



**Graphique 7.**  
**Composition du PIB de la Chine par la production**  
**(en % du PIB)**



Source : World Bank Open Data - [https://data.worldbank.org/?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://data.worldbank.org/?most_recent_value_desc=true)  
OECD Statistics - <https://stats.oecd.org>



consommation intérieure évoqué précédemment. Tout d'abord, l'expansion industrielle et le surplus de travail qui avaient permis à la Chine de se baser sur un modèle d'exportation de produits manufacturés intensifs en main d'œuvre à bas coût (Yang, 2011) semblent s'essouffler. Selon la théorie économique, les causes du glissement des emplois de l'agriculture vers l'industrie dans un premier temps, puis de l'industrie vers les services dans un second temps, résident dans le fait qu'au fur et à mesure qu'un secteur se développe, le progrès technique de longue durée affecte positivement la productivité jusqu'à atteindre un point de saturation où le besoin en main d'œuvre devient plus faible<sup>12</sup> (Fourastié, 1949). Dans le cas de la Chine, ce mécanisme de transition vers les services a été d'autant plus accéléré par la fin du dividende démographique (augmentant les salaires) et l'orientation vers les secteurs de pointe (moins intensifs en facteur travail). De plus, la croissance des services vient répondre à une demande plus importante de la consommation intérieure. Plus précisément encore, elle vient assouvir les besoins de consommation dite non essentielle ou discrétionnaire où le secteur tertiaire occupe une place majeure (loisirs, culture, luxe, etc.) (Peltier, 2019). La hausse des revenus et du pouvoir d'achat des ménages ayant fait baisser la proportion des dépenses de consommation de base (alimentaire en particulier) a en effet bénéficié à la proportion de la consommation supérieure et par conséquent de services<sup>13</sup> (Ibid). L'approche du PIB par la production, se basant sur la création de valeur ajoutée des secteurs économiques, nous confirme que la croissance chinoise repose aujourd'hui plus sur le secteur des services que sur l'industrie (graphique 7). Sur ces dix dernières années, la part dans le PIB du secteur tertiaire est passé de 44% en 2010 à 53% en 2019 tandis que celles des secteurs primaire et secondaire sont toutes les deux tombées respectivement à 7% et 39% (graphique 7). Si la stabilisation de la part de l'industrie engendrée par la montée en gamme de Xi<sup>14</sup> a ralenti la hausse de la part des services à partir de 2016, ne progressant plus que de 0,5% par an contre 2,6% sur la période 2010-2016, cette dernière reste néanmoins la plus grande contributrice à la croissance.

### *L'accélération de la mise en place de la « double circulation »*

En fin de compte, la guerre commerciale sino-américaine et la pandémie de Covid-19 ont davantage constitué un catalyseur qu'une cause primordiale dans le lancement de la stratégie de « double circulation » économique. Ces chocs extérieurs n'ont fait qu'accélérer des processus déjà existant, à l'instar de la hausse de la consommation au niveau intérieure ou même du découplage des chaînes de valeur chinoises au niveau international.

Discutée précédemment, l'importance grandissante de la consommation intérieure, des services et des secteurs industriels à forte valeur ajoutée, démontre que la Chine s'est dirigée inéluctablement vers un recentrage sur son propre marché. La « circulation duale » paraît en effet loin d'être inédite étant donné que la « circulation interne » s'est déjà

---

<sup>12</sup> Exemples régulièrement cités : la mécanisation de l'agriculture ou la robotisation de l'industrie appelle à un besoin moins important en facteur travail

<sup>13</sup> La loi d'Engel (1857) énonce que l'augmentation des revenus entraîne une baisse de la proportion des revenus alloués aux dépenses alimentaires et une hausse de la proportion des revenus alloués aux autres dépenses de consommation. La proportion des revenus alloués aux dépenses de logement ou d'habillement reste quant à elle constante.

<sup>14</sup> La montée en gamme des industries engendre une valeur ajoutée plus grande du secteur. La valeur ajoutée se définit comme la différence entre la valeur finale et la valeur des biens consommés dans le processus de production (consommations intermédiaires, matières premières).



considérablement développée durant ces vingt dernières années. Les réformes menées par le PCC jusqu'à aujourd'hui semblent avoir en quelque sorte préparé en amont la « double circulation ». Par conséquent, le conflit commercial avec les États-Unis et l'épidémie mondiale sont intervenus à un moment où la transition du modèle économique de la RPC était déjà en marche. S'ils ont bien évidemment eu des effets négatifs sur l'économie chinoise à court-terme, ces événements ont surtout impacté l'environnement international. Rendant l'avenir de ce dernier très incertain, la fragilité nouvelle des échanges commerciaux, les difficultés des pays à affronter la récession, ou encore l'exacerbation des tensions politiques, sont autant d'éléments qui ont donc incité la Chine à accentuer plus fortement la réorientation de sa croissance.

Si l'on se place de nouveau dans la perspective des partenaires économiques de la RPC, il est intéressant d'observer que les tendances de diversification commerciale et de découplage des chaînes de valeur chinoises sont également antérieures aux tensions sino-américaines et à la crise sanitaire survenues récemment. Bien que nous ayons montré plus haut que ces pratiques consistaient en un moyen de diminuer la dépendance économique et donc de gagner en souveraineté, elles relevaient aussi souvent d'une volonté pure et simple d'optimisation des coûts de production. La hausse des salaires en Chine au cours des années précédentes avait effectivement déjà enclenché un processus de retrait des lignes de production chinoises ou du moins de diversification des chaînes de valeurs sur le continent asiatique. A titre d'exemple, la *China-plus-one strategy* initiée au début des années 2010 reposait sur le principe que chaque nouvel investissement sur le territoire chinois devait se doubler d'un second investissement dans un autre pays asiatique (Enderwick, 2011). Expliquant en partie le déplacement de la production industrielle bas-de-gamme vers les pays de l'Asie du Sud-Est où la main d'œuvre était devenue moins cher qu'en RPC, cette stratégie avait pour objectifs de baisser les coûts du travail, de diversifier le risque, et enfin de réduire la dépendance chinoise (Ibid.). La guerre commerciale et la pandémie de coronavirus apparaissent donc aussi comme des événements ayant intensifié des changements économiques déjà présents auparavant à l'image de la *China-plus-one strategy*.



### III. Conclusions et estimation de l'impact international

Le slogan de « double circulation » semble donc s'inscrire, non pas en rupture, mais dans la continuité de la stratégie économique adoptée par la RPC au long de ces deux dernières décennies. La transformation des facteurs de croissance a en effet donné à la Chine les moyens de s'affranchir d'un modèle reposant exclusivement sur l'exportation à l'étranger et l'investissement excessif associé. Alors que le rééquilibrage engagé par Hu Jintao a permis dans un premier temps de mettre la consommation de la population chinoise sur une pente ascendante, la montée en qualité préconisée par Xi Jinping a dans un second temps alimenté cette demande nouvelle en réorientant l'offre vers le secteur des services et l'industrie de pointe. À présent forte d'une production intérieure de plus en plus haut-de-gamme et d'une consommation tirée par une classe moyenne s'élevant à plus de 400 millions de citoyens (Reuters, 2020), la RPC semble bel et bien dans de bonnes conditions pour mettre à l'avenir davantage l'emphase sur la « circulation interne » que sur la « circulation externe » qui dominait auparavant. Indéniablement, la Chine s'est modernisée à un rythme fulgurant, et la transition logique vers l'augmentation de la consommation des ménages allant de pair avec la tertiarisation de l'économie nous indique qu'elle se situe aujourd'hui à un moment charnière de basculement vers la catégorie des pays développés. La question n'était en fait pas de savoir si un recentrage plus soutenu sur le marché intérieur allait arriver, mais plutôt quand est-ce que celui-ci surviendrait et à quelle vitesse.

C'est donc à la suite de la guerre commerciale et de l'épidémie de Covid-19 que la Chine a décidé d'intensifier ses efforts de développement de la « circulation interne ». Les répercussions de ces deux crises successives, ayant constitué de fait un courant économique souverainiste au sein des grandes puissances mondiales, ont effectivement confronté la RPC à une baisse de la demande internationale de biens et services, à une hausse des mesures de diversification et de relocalisation, ainsi qu'à une montée des tensions politiques la visant. Face à cette pression, elle a été par conséquent fortement incitée à pivoter également vers des leviers économiques internes et de lancer la « circulation duale ». Mais si la nouvelle stratégie chinoise entre dans le cadre de cette dynamique globale de repli économique intérieur, elle ne relève toutefois pas complètement d'une réaction de court-terme face aux chocs extraordinaires récents. L'affrontement commercial et la crise sanitaire ont plus joué un rôle de catalyseur que de cause fondamentale au lancement de la « double circulation » puisqu'ils sont venus accentuer des mécanismes déjà amorcés depuis plusieurs années.

En résumé, la « double circulation » économique prônée par Xi Jinping représente pour la RPC une stratégie de long-terme résultant d'un processus interne enclenché depuis l'ère de Hu Jintao plus récemment accéléré par une pression externe exercée par les chocs politico-économiques de la guerre commerciale avec les États-Unis et de la pandémie de Covid-19.

#### *Un impact international à nuancer*

Bien que l'on puisse déconstruire le caractère radical ou inattendu de la « double circulation » au regard de ce qui a été démontré précédemment, le questionnement de l'impact futur d'une telle stratégie sur l'environnement économique international s'avère plus complexe. Le manque de précision autour des mesures concrètes sous-jacentes à ce nouveau



slogan révèle que le débat est encore en cours au sein même des instances du pouvoir chinois (Blanchette et Polk, 2020). L'interrogation qui plane reste la suivante : quelle circulation économique, interne ou externe, dominera la nouvelle stratégie de la RPC ?

L'interprétation des pays occidentaux s'oppose au discours des autorités de la RPC. Tandis que ces dernières assurent que le recentrage sur le marché intérieur sera compatible avec une plus grande ouverture vers l'étranger, les premiers réfutent cette hypothèse et soulignent que la stratégie chinoise nuira à l'intégration économique globale.

Les partenaires commerciaux de la Chine, de plus en plus hermétiques au discours de bénéfices mutuels ou de principe gagnant-gagnant, insistent en effet sur le caractère négatif de la « double circulation » sur les échanges mondiaux. Pour eux, ce slogan reflète une volonté accrue d'autosuffisance économique de la Chine puisque contrairement au rééquilibrage de Hu qui accordait une plus grande importance aux importations, il implique cette fois-ci que la production chinoise se substituerait à celles-ci (Garcia Herrero, 2020). Le développement récent d'industries de pointe chinoises à travers le MIC2025 impose aux fournisseurs initiaux occidentaux une compétition de plus en plus rude. Le renforcement de ce paradigme, qui engendrerait potentiellement des pertes de marché encore plus grandes, nourrit donc les inquiétudes de ces entreprises étrangères. De plus, l'accroissement de la consommation intérieure impliquerait également une baisse de la consommation chinoise à l'international. Les acteurs de la vente de détail, en Europe et en Asie par exemple, pourraient de fait souffrir d'un rapatriement de la consommation des touristes chinois vers la Chine (Lo, 2020).

L'administration Xi affirme de son côté que la « double circulation » représente une approche holistique et complémentaire des cycles économiques international et domestique. Elle explique que la circulation économique interne ne pourrait fonctionner sans pousser dans le même temps la circulation mondiale (Jiang, 2020). Sans réfuter la volonté de faire de son marché intérieur le nouveau pilier de la croissance, les autorités chinoises encouragent aussi une ouverture économique encore plus large, une allocation des facteurs de production dirigée davantage par le principe de marché, ou encore une compétitivité plus loyale (Ibid.). Dans une même optique de coopération, le discours du PCC met en lumière que la hausse de la consommation des ménages chinois pourrait profiter aux partenaires économiques de la RPC. L'augmentation de la demande intérieure en biens de consommations en tout genre et plus particulièrement en services alimenterait les échanges à la fois commerciaux mais aussi les flux d'investissements multilatéraux (Chi, 2020).

Les avis divergents entre la Chine et ses partenaires nous poussent donc à nuancer l'estimation de l'impact futur de la « double circulation » à l'échelle internationale. L'étude que nous avons menée peut d'ailleurs nous permettre d'émettre quelques hypothèses à ce propos.

Tout d'abord, l'évolution du modèle économique chinois suggère que la transition vers son marché interne ne se fera pas brutalement mais graduellement. La Chine est encore loin de ressembler aux économies des pays développés.

Le ralentissement économique de la RPC depuis les années 2010 a mis fin à la croissance dite « miraculeuse » qui s'opérait depuis les réformes d'ouverture de Deng



Xiaoping. Loin d'être alarmante, cette décélération de la croissance propre aux changements structurels effectués par les gouvernements de Hu et Xi nous indique que le recentrage sur la consommation s'effectuera plus lentement que le développement industriel des années 1990-2000. Étant donné que les gains de productivité dans le secteur tertiaire sont par définition plus faibles que dans le primaire ou le secondaire<sup>15</sup>, le basculement vers une économie reposant de plus en plus sur une offre de services entrainera sur le long-terme un taux de croissance plus bas (Fourastié, 1949). On note d'ailleurs que les croissances de la part de la consommation (dans l'approche par la demande) et de la part du secteur des services (dans l'approche par l'offre) dans le PIB ont ralenti depuis 2015 (graphique 6 et 7). Comparées aux chiffres de la plupart des pays développés (UE, États-Unis, Japon, Corée du Sud) et de certains pays en développement (Brésil, Afrique du Sud), les valeurs respectives de 39% pour la consommation des ménages et de 53% pour le secteur tertiaire sont très faibles (Uren, 2020). Plus spécifiquement au sujet du taux de consommation des ménages, celui-ci devrait gagner dix à quinze points pour rattraper le retard, ce qui paraît impossible en un temps court et compte-tenu de la répartition actuelle des richesses profitant particulièrement aux plus riches (Pettis, 2020). Le reversement des revenus issus de la production reste effectivement encore faible pour les travailleurs chinois que cela soit via les salaires ou via la protection sociale (Ibid.). Bien que le revenu des salariés chinois se soit apprécié sur les dernières années, il cache également une montée des inégalités, traduisant donc un pouvoir d'achat de la majorité des ménages plus petit et plus fragile en réalité. En somme, si l'on devrait assister dans les années à venir à des efforts plus grands de la part du Président Xi, notamment en politiques sociales, pour sécuriser et agrandir le socle de la consommation, le recentrage du modèle chinois vers la « circulation interne » se fera lentement. La RPC aura par conséquent toujours besoin d'être intégré dans le système économique mondialisé si elle veut soutenir sa croissance.

Même si le slogan de « double circulation » peut être interprété autrement, la Chine ne se refermera pas sur elle-même à court ou moyen-terme. Malgré le regain de souverainisme observable dans la majorité des pays riches, l'interdépendance économique du système mondial reste prépondérante.

Dans cette perspective, la RPC reste elle aussi substantiellement dépendante du commerce international. En 2020, la part des exportations chinoises par rapport aux exportations mondiales devrait avoisiner un record de 16% (Uren, 2020). Si cette proportion particulièrement élevée résulte du fait que la Chine a été le premier pays à sortir de la crise du coronavirus, elle atteste encore aujourd'hui de l'importance du marché mondial pour son économie. En effet, il semble important de saisir la nuance entre la valeur nominale des échanges effectués par la Chine et leur poids dans la croissance (voir graphique 4). Précédemment nous avons montré que la balance commerciale ne représentait plus que 1% du PIB (voir graphique 6), mais cela ne contredit pas le fait que les exportations s'accroissent encore d'année en année. La Chine reste la première exportatrice mondiale et elle a donc besoin du marché extérieur pour soutenir une production industrielle encore dominante dans son modèle économique actuel.

Concernant les importations, la reprise reste encore faible puisque la demande de la RPC ne s'est pas totalement rétablie de la pandémie et que la plupart des autres pays viennent à peine de relancer leur production. Cependant, il serait étonnant que les importations ne

---

<sup>15</sup> Exemple régulièrement cité : un coiffeur effectue le même nombre de coupes en 1950 qu'en 2020



reviennent pas à un niveau pré-crise sanitaire dans un avenir proche. La « double circulation » devrait certes avoir une influence négative sur les importations dans le futur, mais à court-terme cela semble invraisemblable. Deuxième importatrice mondiale, la Chine demeure en effet très dépendante de sa demande de biens en provenance de l'étranger, et ce même dans des secteurs qu'elle revendique clefs pour sa stratégie de montée en gamme. À ce sujet, le cas du secteur des TIC et plus spécialement des semi-conducteurs est régulièrement pris à titre d'exemple. Ces composants nécessaires à la fabrication de tout type d'appareil électronique (smartphone, ordinateurs, téléviseurs, etc.) sont devenus le premier poste d'importation de la Chine en comptant pour plus de 300 milliards de dollars et 12% du volume mondial en 2018 (Allard, 2020). Sachant que 85% des puces incorporés par les usines chinoises viennent de l'étranger, les autorités du PCC avaient fixé pour objectif une production s'élevant à 40% des besoins du pays en 2020 (Lemaitre, 2020). Aujourd'hui il s'avère que la Chine n'a atteint qu'une capacité couvrant 18% des semi-conducteurs qu'elles utilisent (Ibid.). L'Empire du Milieu ne semble donc pas en mesure de se passer à court-terme des produits étrangers, à l'image de certains retards significatifs comme dans le secteur technologique.

Enfin, le processus de diversification et de découplage vis-à-vis de la Chine discuté plus tôt dans cet article peut lui aussi être atténué. La fragmentation des chaînes de valeur à l'international qui s'est effectuée au fur et à mesure de la mondialisation reste difficilement réversible. Un rapport récent de l'*International Institute for Strategic Studies* affirme que les chaînes de production mondiales seront considérablement modifiées après la crise épidémique mais que la RPC gardera une position centrale dans leurs structures (Ramirez, 2020). Un découplage total des lignes de production chinoises est estimé en effet infaisable aussi bien économiquement que politiquement (Ibid.). Il paraît donc important de prendre en compte « l'effet d'annonce » dans les mesures de relocalisations affichées par certains pays, dans le sens où leur impact réel est minime par rapport à l'ampleur politique qui leur est accordée. Par exemple, une enquête de 2020 de la Chambre de commerce américaine de Shanghai rapportait que sur deux cents entreprises américaines implantées en Chine seulement 4% avaient répondu favorablement à l'appel du gouvernement à rapatrier leur production aux États-Unis (Mitchell, 2020). Pour le reste, 75% d'entre elles n'avaient aucune intention de déménager, et les dernières, représentant 20%, se disaient ouvertes à une relocalisation dans un pays tiers (Ibid.). Alors que le Président Trump représente sans doute l'un des plus fervents militants en faveur d'un découplage massif des chaînes de valeur chinoises, force est de constater que les entreprises donnent priorité à la réalité économique du système actuel.

Pour conclure, il semble donc que la stratégie chinoise de « double circulation » économique devrait avoir un impact international limité à court terme. Premièrement parce que les perspectives de croissance de la consommation et des services en Chine risquent d'être plus lentes que ce qu'on ne pense. Et deuxièmement parce que les processus de démondialisation paraissent bien moins réalisables que ce que ne laissent entrevoir les postures politiques récentes de souverainisme économique. Les conséquences de la stratégie de la RPC ne devraient apparaître par conséquent que progressivement et sur un temps long. N'apportant en fin de compte ni un changement radical dans la stratégie chinoise, ni un impact brutal à court-terme sur l'ordre mondial, le slogan de « double circulation » ne fait donc que remplacer les précédents.



## Références bibliographiques

Xing, L. (1999, octobre). An Ideological/Cultural Analysis of Political Slogans in Communist China. *Sage Publications*, Vol 10(4): p.487-508.

Zhong, J.W. (2020, août). *深刻把握加快形成新发展格局的精髓要义 (Traduction : Saisir profondément la formation et l'accélération d'un nouveau modèle de développement)*. Economic Daily. [http://paper.ce.cn/jjrb/html/2020-08/19/content\\_426020.htm](http://paper.ce.cn/jjrb/html/2020-08/19/content_426020.htm)

Yu, Y.D. (2020, octobre). *Decoding 'dual circulation' strategy*. China Daily. <https://www.chinadaily.com.cn/a/202010/12/WS5f839118a31024ad0ba7df1e.html>

Olson, S. (2020, septembre). *China's dual circulation strategy is a step towards sustainable trade*. South China Morning Post. <https://www.scmp.com/comment/opinion/article/3101125/chinas-dual-circulation-strategy-step-towards-sustainable-trade>

Garcia Herrero, A. (2020, septembre). *Why China's 'dual circulation' plan is bad news for everyone else*. Natixis China hot topics Economic Research.

OMC. (2019). *Profil commercial Chine*. Organisation Mondiale du Commerce. [https://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/daily\\_update\\_e/trade\\_profiles/CN\\_f.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/daily_update_e/trade_profiles/CN_f.pdf)

OMC. (2020a). *Profil commercial États-Unis*. Organisation Mondiale du Commerce. [https://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/daily\\_update\\_e/trade\\_profiles/US\\_f.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/daily_update_e/trade_profiles/US_f.pdf)

Holland, B., Sam, C. (2019, mai). *A \$600 Billion Bill: Counting the Global Cost of the U.S.-China Trade War*. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/graphics/2019-us-china-trade-war-economic-fallout/>

Larisa, K., Lipkova, L., Silin, Y., Drevaliev, A. (2020). *US-China Trade War: Causes and Outcomes*. *SHS Web Conf, Potential of the Eurasian Economic Union*, Vol 73 (01012).

Chong, T.T., Li, X.Y. (2019). *Understanding China-US Trade War: Causes, Economic Impact, and the Worst-Case Scenario*. *Lau Chor Tak Institute of Global Economics and Finance, The Chinese University of Hong Kong*, Working Paper No. 71.

Lau, L.J. (2019). *The US-China Trade War and Future Economic Relations*. *Lau Chor Tak Institute of Global Economics and Finance, The Chinese University of Hong Kong*, Working Paper No. 72.

Caldara, D., Iacoviello, M., Molligo, P., Prestipino, A., Raffo, A. (2019). *Does Trade Policy Uncertainty Affect Global Economic Activity ?*. *FEDS Notes*. Washington: Board of Governors of the Federal Reserve System. <https://doi.org/10.17016/2380-7172.2445>.



Bekkers, E., Shroeter, S. (2020). An Economic Analysis of the US-China Trade Conflict. *Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization, Working Paper ERSD-2020-04*.

Lacroix. (2020, Janvier). *Chine : l'excédent commercial avec les Etats-Unis a fondu en 2019*. Lacroix. <https://www.la-croix.com/Economie/Chine-excedent-commercial-USA-fondu-2019-2020-01-14-1301071617>

OMC. (2020b). *Examen statistique du commerce mondial 2019*. Organisation Mondiale du Commerce. [https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/wts2019\\_f/wts19\\_toc\\_f.htm](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2019_f/wts19_toc_f.htm)

OMC. (2020c). *Examen statistique du commerce mondial 2020*. Organisation Mondiale du Commerce. [https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/wts2020\\_f/wts20\\_toc\\_f.htm](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2020_f/wts20_toc_f.htm)

Reuters. (2020). *What's in the U.S.-China Phase 1 trade deal*. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china-details-factbox-idUSKBN1ZE2I>

Guillou, S. (2018). Doit-on s'inquiéter de la stratégie industrielle de la Chine ? *OFCE policy brief*, No 31.

Berthoumieux, V., Guillemain, E., Hans, A., Kié, F., Noyerie, K., Bonaventure, O. (2018). Le protectionnisme chinois. *École de Guerre Économique*, SIE22.

Kwan, C.H. (2020). The China–US Trade War: Deep-Rooted Causes, Shifting Focus and Uncertain Prospects. *Asian Economic Policy Review*, Vol 15(1): p.55-72.

Kauffmann, S. (2019, mars). *La Commission européenne appelle enfin un chat un chat et la Chine un "rival systémique"*. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/20/la-commission-europeenne-appelle-enfin-un-chat-un-chat-et-la-chine-un-rival-systemique\\_5438531\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/20/la-commission-europeenne-appelle-enfin-un-chat-un-chat-et-la-chine-un-rival-systemique_5438531_3232.html)

OCDE. (2020). *Coronavirus (Covid-19) : Vivre avec l'incertitude*. Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire. [https://read.oecd-ilibrary.org/economics/perspectives-economiques-de-l-ocde/volume-2020/issue-1\\_773ea84a-fr#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/economics/perspectives-economiques-de-l-ocde/volume-2020/issue-1_773ea84a-fr#page1)

Nikkei. (2020, juillet). *Japan reveals 87 projects eligible for 'China exit' subsidies*. Nikkei Asia. <https://asia.nikkei.com/Economy/Japan-reveals-87-projects-eligible-for-China-exit-subsidies>

Rousseau, Y. (2020, août). *Samsung ne fabriquera plus ses ordinateurs en Chine*. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/samsung-ne-fabriquera-plus-ses-ordinateurs-en-chine-1228300>

Palit, A. (2020, septembre). *The Resilient Supply Chain Initiative: Reshaping Economics Through Geopolitics*. The Diplomat. <https://thediplomat.com/2020/09/the-resilient-supply-chain-initiative-reshaping-economics-through-geopolitics/>



Le Figaro. (2020, septembre). *Le Canada fait une croix sur le libre-échange avec la Chine*. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-canada-fait-une-croix-sur-le-libre-echange-avec-la-chine-20200918>

Commission Européenne. (2019). *Entrée en vigueur du règlement de l'UE sur le filtrage des investissements étrangers*. Communiqué de presse. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_19\\_2088](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_2088)

Commission Européenne. (2020a). *Façonner l'avenir numérique de l'Europe : la Commission présente des stratégies en matière de données et d'intelligence artificielle*. Communiqué de presse. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_273](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_273)

Commission Européenne. (2020b). *Stratégie pharmaceutique : la Commission européenne lance une consultation publique ouverte*. Communiqué de presse. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_1065](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1065)

Lardy, N.R. (2007). China: Rebalancing Economic Growth. *Peterson Institute for International Economics, The China Balance Sheet in 2007 and Beyond*, Chapitre 1.

Deloizier, B., Rebillard, C. (2010). Le rééquilibrage de la croissance chinoise : enjeux et perspectives. *Économie & prévision*, No 194, p. 119-127.

Trading Economics. (2020). Chinese Yuan. Trading economics.com. <https://tradingeconomics.com/china/currency>

Renard, M. (2018). II. Transition vers l'économie de marché et changements institutionnels. *L'économie de la Chine*, Paris : La Découverte, p. 27-52.

Boulter, J. (2018). China's Supply-side Structural Reform. *Reserve Bank of Australia Bulletin December 18*. <https://www.rba.gov.au/publications/bulletin/2018/dec/chinas-supply-side-structural-reform.html>

Allard, P. (2020). La Chine, championne technologique ou géant empêtré ?. *Politique étrangère, printemps (1)*, p. 121-133. <https://doi.org/10.3917/pe.201.0121>

OCDE. (2018). China's Belt and Road Initiative in the global trade, investment and finance landscape. *OECD Business and Financial Outlook*. OECD Publishing, Paris. [https://doi.org/10.1787/bus\\_fin\\_out-2018-6-en](https://doi.org/10.1787/bus_fin_out-2018-6-en).

Hong, S. (2018). Building a Digital Silk Road? Situating the Internet in China's Belt and Road Initiative. *International Journal of Communication* Vol 12.

Du, J., Zhang, Y. (2018). Does One Belt One Road initiative promote Chinese overseas direct investment ?. *China Economic Review*, Vol 47, p. 189-205.

Peltier, C. (2019). Chine : la consommation privée, un moteur fragile. *Economic Research, BNP Paribas*. <https://economic-research.bnpparibas.com/html/fr-FR/Chine-consommation-privee-moteur-fragile-23/09/2019,35308>



Yang, Y. (2011). The Relationship between China's Export-led Growth and Its Double Transition of Demographic Change and Industrialization. *Asian Economic Papers*, Vol 10(2): p. 52-76.

Fourastié, J. (1949). *Le grand espoir du XXe siècle (Édition revue et mise à jour)*. Gallimard, septembre 1989, 448 p.

Enderwick, P. (2011). The 'China Plus One' strategy: The best of both worlds ?. *Human Systems Management*, Vol 30 (1): p. 85-96.

Yao, K. (2020, septembre). *What we know about China's 'dual circulation' economic strategy*. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-china-economy-transformation-explaine/explainer-what-we-know-about-chinas-dual-circulation-economic-strategy-idUSKBN25Z3C9>

Blanchette, J., Polk, A. (2020). *Dual Circulation and China's New Hedged Integration Strategy*. Center for Strategic and International Studies. <https://www.csis.org/analysis/dual-circulation-and-chinas-new-hedged-integration-strategy>

Lo, C. (2020, septembre). *China performs its own strategic pivot*. Asia Times Financial. <https://www.asiatimesfinancial.com/china-performs-its-own-strategic-pivot>

Jiang, X.Q. (2020, septembre). *Expert: Dual-circulation consistent with opening-up*. China Daily. <http://global.chinadaily.com.cn/a/202009/25/WS5f6d4b9fa31024ad0ba7bc4f.html>

Chi, F.L (2020, septembre). *'Dual circulation' can boost EU exchanges*. China Daily. <http://global.chinadaily.com.cn/a/202009/30/WS5f73c892a31024ad0ba7cb7b.html>

Uren, D. (2020, septembre). *China's new economic strategy may not sit well with its people*. *Australian Strategic Policy Institute, The Strategist*. <https://www.aspistrategist.org.au/chinas-new-economic-strategy-may-not-sit-well-with-its-people/>

Pettis, M. (2020, août). *The problems with China's "Dual Circulation" economic model*. Financial Times, Alphaville. <https://ftalphaville.ft.com/2020/08/24/1598278946000/The-problems-with-China-s--Dual-Circulation--economic-model/>

Lemaitre, F. (2020, septembre). *Les semi-conducteurs, talon d'Achille de la puissance de la Chine*. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/09/14/les-semi-conducteurs-talon-d-achille-de-la-puissance-de-la-chine\\_6052120\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/09/14/les-semi-conducteurs-talon-d-achille-de-la-puissance-de-la-chine_6052120_3234.html)

Ramirez, D. (2020). *COVID-19: Global trade and supply chains after the pandemic*. *International Institute for Strategic Studies, Research Papers*.

Mitchell, T. (2020, septembre). *US companies defy Trump's threats about 'decoupling' from China*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/8d23d65b-ee20-4449-a615-e3d2a9b672f8>